Questions préjudicielles

La directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ⁽¹⁾ et, en particulier, son article 1^{er}, paragraphe 2, lettres a) et d), ses articles 2 et 28 et son annexe II, catégories 8 et 12, s'opposent-ils à une réglementation nationale qui autorise la passation d'accords sous forme écrite entre deux pouvoirs adjudicateurs aux fins d'une mission d'étude et d'évaluation de la vulnérabilité sismique de structures hospitalières, mission qui doit être accomplie à la lumière des réglementations nationales en matière de sécurité des structures et, notamment, des édifices dits «stratégiques», en contrepartie d'une rémunération qui ne doit pas dépasser les frais exposés pour l'exécution de la prestation et alors que l'administration chargée d'exécuter la mission est susceptible de revêtir la qualité d'opérateur économique?

⁽¹⁾ JO L 134, p. 114.

Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale di Trani le 1^{er} avril 2011 — Cosimo Damiano Vino/Poste Italiane SpA

(Affaire C-161/11)

(2011/C 173/13)

Langue de procédure: l'italien

Juridiction de renvoi

Tribunale di Trani.

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Cosimo Damiano Vino.

Partie défenderesse: Poste Italiane SpA.

Questions préjudicielles

- 1) Le principe général de non-discrimination et d'égalité consacré par le droit de l'Union s'oppose-t-il à une réglementation interne (telle que celle contenue à l'article 2, paragraphe 1 bis, du décret législatif n° 368/2001) qui a introduit dans l'ordre juridique italien un cas de figure de contrat à durée déterminée ne spécifiant pas la cause de l'emploi à durée déterminée, pénalise les employés de la SpA Poste Italiane, ainsi que, par rapport à cette société, d'autres entreprises du même ou d'un autre secteur?
- 2) S'il est répondu par l'affirmative à la précédente question, le juge national est-il tenu d'écarter (ou de ne pas appliquer) la réglementation interne contraire au droit de l'Union?

Demande de décision préjudicielle présentée par la Audiencia Provincial de Oviedo (Espagne) le 5 avril 2011 — Angel Lorenzo González Alonso/Nationale Nederlanden Vida Cia De Seguros y Reaseguros S.A.E.

(Affaire C-166/11)

(2011/C 173/14)

Langue de procédure: l'espagnol

Juridiction de renvoi

Audiencia Provincial de Oviedo (Espagne).

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Angel Lorenzo González Alonso.

Partie défenderesse: Nationale Nederlanden Vida Cia De Seguros y Reaseguros S.A.E..

Question préjudicielle

L'article 3, paragraphe 2, sous d), de la directive 85/577/CEE du Conseil, du 20 décembre 1985, concernant la protection des consommateurs dans le cas de contrats négociés en dehors des établissements commerciaux doit-il être interprété de manière restrictive et en conséquence comme ne s'appliquant pas à un contrat conclu en dehors d'un établissement commercial et offrant une assurance vie en échange du paiement mensuel d'une prime destinée à être investie, dans différentes proportions, dans des placements à revenu fixe, des placements à revenu variable et dans des produits d'investissement financier de la société en cause?

Pourvoi formé le 5 avril 2011 par Cantiere navale De Poli SpA contre l'arrêt rendu le 3 février 2011 par le Tribunal (huitième chambre) dans l'affaire T-584/08, Cantiere navale De Poli SpA/Commission

(Affaire C-167/11 P)

(2011/C 173/15)

Langue de procédure: l'italien

Parties

Partie requérante: Cantiere navale De Poli SpA (représentants: A. Abate et A. Franchi, avocats)

Autre partie à la procédure: Commission européenne

Conclusions de la partie requérante

- faire droit au pourvoi visant à l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne du 3 février 2011 et à la décision de la Commission européenne du 21 octobre 2008 et, pour autant que cela soit possible et nécessaire, statuer directement sur le fond du recours au principal;
- à titre subsidiaire, annuler l'arrêt attaqué et renvoyer l'affaire devant le Tribunal;
- condamner la Commission aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Par son recours, la partie requérante conclut à l'annulation de l'arrêt du Tribunal du 3 février 2011, dans l'affaire T-584/08, *Cantiere navale De Poli contre Commission*, pour les motifs suivants, en particulier:

- a) vice de procédure pour défaut de motivation concernant:
- l'interprétation téléologique du règlement (CE) n°1177/2002 du Conseil du 27 juin 2002 concernant un mécanisme de défense temporaire en faveur de la construction navale (ci-après, le «règlement MDT») ⁽¹⁾ pour identifier les objectifs poursuivis par le Conseil afin de protéger les intérêts des chantiers navals communaux ayant subi un préjudice du fait des conditions de concurrence déloyales pratiquées par les chantiers navals coréens;
 - la relation (au plan de la hiérarchie des sources) entre le règlement MDT du Conseil et le règlement n°794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en oeuvre du règlement (CE) n°659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE ⁽²⁾;
 - au recours au principe de subsidiarité pour déterminer les normes qui régissent les dates de notification des mesures d'aide à la Commission par les États membres.
- b) violation du droit communautaire concernant:
- l'exercice, dans le temps, du pouvoir des États membres de notifier les aides à la Commission dans le cadre du règlement MDT;
 - au champ de compétence de la Commission dans l'appréciation de la «compatibilité avec le marché commun» des aides envisagées par le règlement;
 - au régime des rapports juridiques établis sous l'empire du règlement après l'expiration dudit règlement (31 mars 2005);
 - à l'application des principes de l'égalité de traitement, et de la protection de la confiance légitime.

⁽¹⁾ JO L 172 du 2.7.2002, p. 1.

⁽²⁾ JO L 140 du 30.4.2004, p. 1.

Demande de décision préjudicielle présentée par Tribunale di Frosinone (Italie) le 7 avril 2011 — Patrick Conteh/

(Affaire C-169/11)

(2011/C 173/16)

Langue de procédure: l'italien

Jurisdiction de renvoi

Tribunale di Frosinone (Italie).

Partie dans la procédure au principal

Patrick Conteh.

Questions préjudicielles

Eu égard aux principes de coopération loyale et de l'effet utile des directives, les articles 15 et 16 de la directive 2008/115/CE ⁽¹⁾ doivent-ils être interprétés en ce sens qu'il est interdit à un État membre de prévoir que l'absence de coopération à la procédure administrative de retour par un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier, permet de prendre des mesures privatives de la liberté personnelle, à des titres différents de la rétention, conformément à la loi nationale, en l'absence des conditions et des garanties visées aux articles 15 et 16 précités, à la suite du non-respect d'un ordre d'éloignement émis par l'autorité administrative compétente en vertu de l'article 8, paragraphe 3, de la directive?

⁽¹⁾ JO L 348, p. 98.

Ordonnance du président de la Cour du 16 février 2011 (demandes de décision préjudicielle du Landgericht Berlin — Allemagne) — Agrargenossenschaft Münchehofe e.G. (C-18/10), Landwirtschaftliches Unternehmen e.G. Sondershausen (C-37/10)/BVVG Bodenverwertungs- und -verwaltungs GmbH

(Affaires jointes C-18/10 et C-37/10) ⁽¹⁾

(2011/C 173/17)

Langue de procédure: l'allemand

Le président de la Cour a ordonné la radiation des affaires.

⁽¹⁾ JO C 80 du 27.03.2010

JO C 100 du 17.04.2010